

l'humanité rouge

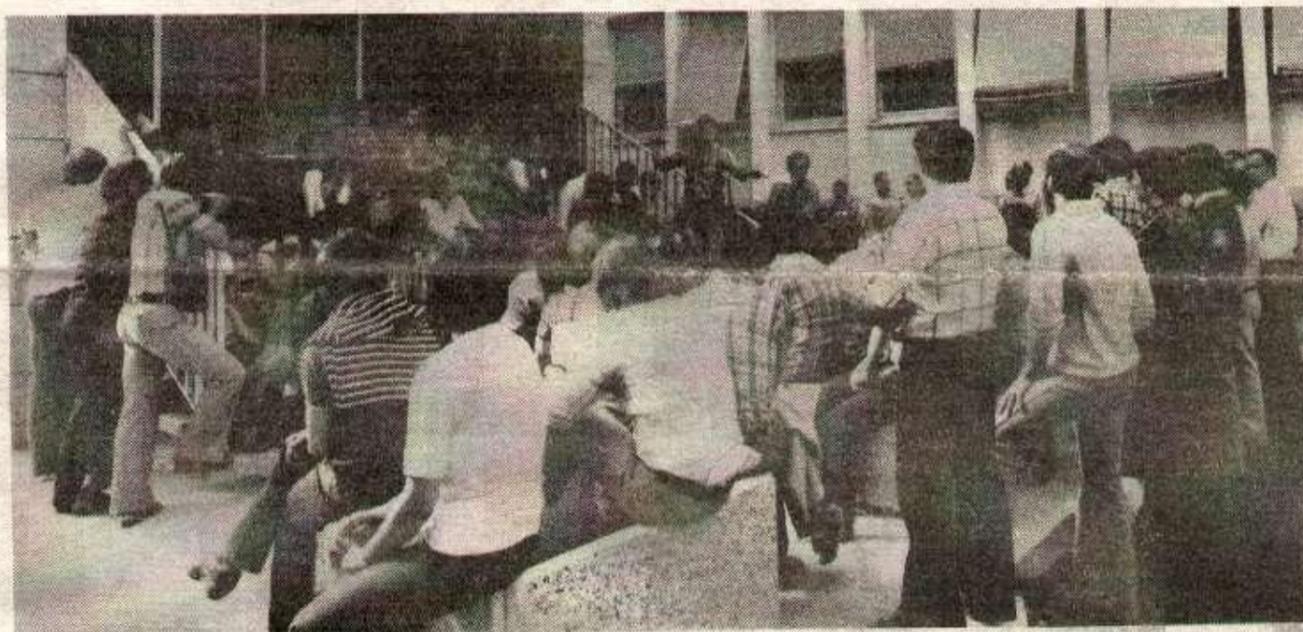


Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

NAVIGATION AERIENNE

Y'a de l'orage dans l'air

La grève entamée la semaine dernière se poursuit par une semaine d'action du personnel de la navigation aérienne. Grève prévue à Air France.



Assemblée générale des aiguilleurs du ciel en 1978.

Voir page 3 :
Interview d'un aiguilleur du ciel

GRENOBLE : UNE PREMIERE BRECHE

La direction recule à Merlin-Gérin

LE n'était pas arrivé depuis longtemps ! Merlin-Gérin en tête, mais aussi Neypic, les Houillères de la Mure, Rhône-Poulenc, Thomson, Hutchinson, sans compter le *Dauphiné libéré* : les travailleurs de la région grenobloise ont été sur la brèche ! (Sur notre photo, la manifestation du 30 octobre). Et la brèche, ils l'ont ouverte ! Sans préjuger de la suite du mouvement dans cette région, si les mineurs de la Mure ont repris avec peu de chose, la direction de Merlin-Gérin elle, a dû reculer : sur la question des salaires comme des licenciements... les travailleurs qui occupaient depuis 15 jours jugeront-ils cela suffisant ? Ils en décidaient ce lundi matin. Quoiqu'il en soit, la brèche ouverte est un encouragement pour tous les travailleurs, à s'engager sur la même voie. Et d'ailleurs, tous ensemble, solidaires les uns des autres n'auraient-ils pas une force bien plus grande ?



Qui donc veut détruire notre presse ?

DEUX attaques viennent d'être lancées contre notre journal dans le but de le discréditer et de le détruire. Au début de la semaine dernière, un article du *Matin de Paris* a prétendu rendre compte de l'unification prochaine de notre Parti (PCML) avec le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml). Mais, avec hargne, l'auteur de cet article s'en est pris à la prochaine fusion de notre quotidien avec *Le Quotidien du peuple*.

Il a recouru sans scrupules à la diffamation écrivant que nos journaux sont entièrement financés par les Chinois. Les appels réitérés et la publication de listes de souscription dans notre presse et celle du PCRml montrent pourtant assez l'ampleur des difficultés et les efforts militants indispensables à la survie de la presse marxiste-léniniste.

Affirmation gratuite, sans aucune preuve, affirmation de nature à provoquer l'inculpation des directeurs de publication, dont notre camarade André Druenne, passibles, si telle était la réalité, d'une condamnation pouvant aller jusqu'à sept ans de réclusion. Une délégation comprenant le secrétaire général du PCRml, Max Cluzot et de notre camarade Pierre Burnand, au nom de notre Parti a rencontré l'auteur de l'article diffamatoire. Elle a élevé une protestation solennelle et exigé un rectificatif, qui est paru, dans une forme très insuffisante, dans l'édition du 3 novembre de ce quotidien prétendu « de gauche ».

Une « alerte à la bombe » a suivi cet incident, le 31 octobre. Un coup de téléphone a été transmis à l'imprimerie dans laquelle est édité notre quotidien, présenté comme émanant des pompiers. L'appelant annonçait qu'une bombe avait été déposée dans les locaux de cette imprimerie, les pompiers allaient venir incessamment. Cette annonce intervenait au moment où la rotative entrait en fonctionnement pour le numéro du jour. Tous les ouvriers et employés furent aussitôt évacués mais bientôt nous pouvions apprendre des pompiers eux-mêmes, appelés par téléphone pour vérification par nous-mêmes, qu'ils n'étaient pas les auteurs de cet appel téléphonique.

L'examen des lieux fut néanmoins entrepris, mais l'incident avait suffisamment retardé, la sortie de notre quotidien pour qu'il subisse le préjudice de ne pas être en vente dans les kiosques et lieux où il est habituellement vendu. Les abonnés auront aussi constaté un retard sensible.

Qui donc notre presse gêne-t-elle au point que soit déclenchée contre elle de tels actes ?

Il est difficile de répondre, mais une piste de réflexion est possible à partir de notre ligne politique.

Il est certain que l'annonce de l'unification prochaine des deux Partis marxistes-léninistes, soulève l'inquiétude et l'hostilité de tous ceux qui redoutent l'existence et la croissance ultérieure d'un Parti marxiste-léniniste unique. Les divisions entre formations et militants se réclamant des mêmes principes leur conviennent parfaitement, parce qu'elles affaiblissent nos forces. Mais ils sont décidés à tout pour empêcher notre unité parce qu'elle consolide nos forces et doit favoriser leur développement.

Que chacun de nos camarades, amis et lecteurs réfléchisse sérieusement à cette question : qui veut détruire notre presse ? Sans nul doute, la réponse est politique.

Lire en page 3
Alsthom :
Rien n'est joué

Lire en page 5
Déclaration de
guerre patronale

A l'heure où s'ouvre à l'ONU la conférence pour l'aide humanitaire au peuple cambodgien, lire en page 2 l'appel du comité français de soutien à la conférence mondiale sur le Kampuchéa « Sauvez le Cambodge »

BOLIVIE

Le peuple refuse le coup d'Etat

Après le coup d'Etat du 1^{er} novembre, le colonel Alberto Natush Busch s'est proclamé président de la République bolivienne et a formé un gouvernement composé de militaires et de civils. Les ministres qui sont membres du MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire) ont été désavoués par leur parti. Cependant, l'opposition n'a pas accepté le fait accompli et organise la résistance. La plupart des partis et des syndicats ont formé un comité de défense de la démocratie qui appelle à la grève générale, tandis que le président déposé Walter Guevara a formé un gouvernement clandestin.

Depuis le coup d'Etat de 1964 qui avait mis fin à l'expérience réformiste du MNR, c'est une suite de dictatures militaires qui a régné sur la Bolivie de 1964 à 1978. Fin 1977, le dictateur Banzer était contraint d'annoncer l'organisation d'élections libres pour 1978. En fait, les élections de juillet 1978 étaient marquées par de nombreux incidents et d'importantes fraudes. Le général Pereda, élu à une infime majorité, voyait son élection contestée et annulée. C'est alors qu'il s'empara du pouvoir après un coup d'Etat militaire. En novembre 1978, un contre-coup d'Etat du général Padilla relançait le «processus démocratique» avec de nouvelles élections prévues pour 1979.

La démocratisation de la Bolivie après 15 ans de dictature militaire avait été saluée et soutenue par les Etats voisins du Pacte Andin. Le gouvernement de Padilla avait des positions favorables à la révolution sandiniste du Nicaragua et la Bolivie avait été admise comme membre du mouvement des non-alignés au sommet de La Havane.

En fait, les élections de juillet 1979 étaient également contestées avec peu de différences entre Suazo et Paz Festensoro, tous deux anciens dirigeants du MNR. Le congrès qui de-

vait choisir y a renoncé et nomma le 6 août Walter Guevara président du Sénat comme président intérimaire.

Face à cette division et ces hésitations des partis politiques, les militaires partisans de Banzer commencèrent rapidement à s'agiter pour reprendre le pouvoir, qui ne leur échappait que depuis quelques mois. Déjà, le 11 octobre, une poignée d'officiers avait organisé en province une rébellion contre le gouvernement.

La semaine dernière, il semble que ce soit la majorité des garnisons du pays qui se sont ralliées au «processus démocratique» avec de nouvelles élections prévues pour 1979. Ces déclarations n'ont nullement trompé le mouvement étudiant, la centrale syndicale COB et les partis qui n'acceptent pas le fait accompli.

Alors que les gouvernements des pays voisins du Pacte Andin, notamment

le Venezuela, soutenaient le processus de démocratisation, ils ont marqué leur mécontentement à l'annonce du coup d'Etat de La Paz. A l'assemblée générale de l'Organisation des Etats Américains, nombre de délégués avaient tenu à saluer l'évolution du régime bolivien.

Le coup d'Etat de Busch contraire par ailleurs la politique des USA en Amérique Latine. En effet, l'administration Carter voyait dans un retour à la légalité la perspective d'une stabilité politique qu'elle estime plus conforme aux intérêts américains que la continuation d'une dictature militaire. A l'occasion de l'assemblée de l'OEA, le secrétaire d'Etat Vance avait rencontré le président provisoire Guevara pour lui exprimer son soutien. Invité avec d'autres personnalités à rencontrer Vance, le futur

auteur du coup d'Etat avait refusé.

De ce fait, la réaction de Washington au coup d'Etat de La Paz a été défavorable et rapide. Le gouvernement américain a décidé le lendemain la suppression d'une grande partie de l'aide accordée à la Bolivie (6 millions de dollars d'aide militaire et 50 millions d'aide économique). Il ne reste que 28,5 millions d'aide alimentaire. Reston, porte-parole du Département d'Etat, a déclaré que le coup d'Etat «représentait un important recul dans la marche faite par le peuple bolivien vers la démocratie et les droits de l'homme». Il a aussi parlé du rôle que devrait jouer l'ambassadeur américain à La Paz, déclarant que celui-ci «restait en contact avec de nombreux hommes politiques boliviens pour discuter avec eux de la situation».

HR-QDP

J.P. CHAMPAGNY

CENTRAFRIQUE

L'arrestation de Patassé, une nouvelle provocation

Samedi, Patassé, dirigeant du MPLC (Mouvement populaire de libération de Centrafrique) et personnalité de l'opposition, a été arrêté arbitrairement par l'armée centrafricaine à une quarantaine de kilomètres de la capitale, Bangui. Patassé avait disparu lundi 29 octobre : l'armée avait incendié sa villa après avoir réprimé une manifestation étudiante contre le régime de Dacko. Dacko, mis en place par les paras français qui continuent à le protéger, avait accusé sans preuves Patassé de préparer un coup d'Etat avec l'aide de l'étranger. L'arrestation de Patassé va probablement accroître encore la tension en Centrafrique, alors que le mouvement populaire qui a chassé Bokassa réclame l'organisation d'une table ronde associant tous les partis politiques et des élections libres.

HR-QDP

Une délégation du Parti marxiste-léniniste italien à Paris

Récemment s'est déroulée à Paris une rencontre entre une délégation du Comité central du Parti marxiste-léniniste d'Italie et une délégation du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste (France) à l'invitation de celui-ci.

Cette entrevue, qui faisait suite à une précédente rencontre réalisée à Florence en juin 1978, a eu lieu dans une atmosphère franche et fraternelle. Au cours de cet entretien ont été abordées diverses questions concernant la situation internationale, l'évolution de la situation politique en France et en Italie, et les tâches respectives des deux partis dans la période actuelle.

Les deux partis ont ainsi pu approfondir la connaissance mutuelle de leurs positions, dégager de larges convergences, et renforcer les liens qui les unissent. Tous deux ont exprimé le souhait que ces liens s'approfondissent encore à l'avenir au cours de semblables échanges bilatéraux.

COMMUNIQUE

Sauvez les Cambodgiens!

Depuis l'agression vietnamienne de janvier 1979, les problèmes du peuple cambodgien ont atteint un niveau d'horreur jamais égalé dans l'histoire séculaire du Cambodge.

Jamais le peuple cambodgien n'a été autant affamé, jamais les réfugiés n'ont été aussi nombreux, jamais le nombre de morts aussi élevé.

C'est pourquoi une conférence mondiale se tiendra à Stockholm (Suède) les 17 et 18 novembre prochain, pour exiger le départ des troupes vietnamiennes afin que tous les Cambodgiens réglent eux-mêmes leurs propres problèmes.

Mais le peuple cambodgien ne peut attendre. Par la stratégie de la famine imposée par les autorités vietnamiennes, c'est un million c'est un million de Cambodgiens qui mourront de faim d'ici quelques mois.

Suite à de récentes entrevues d'une délégation de notre comité avec les organismes internationaux responsables, qui garantissent que le peuple cambodgien recevra effectivement une aide, et que cette aide sera répartie à tout le peuple cambodgien, quelles que soient les zones d'influence, nous invitons le peuple de France, les personnalités et organisations éprises de justice et de paix et le gouvernement français à adresser leur aide, exclusivement en espèces au Comité international de la Croix rouge et à l'UNICEF.

Ces organisations internationales se chargeront d'acheter et de distribuer les vivres qui font le plus cruellement défaut.

Les chèques doivent être libellés exclusivement au nom de l'UNICEF ou de CICR (ceux en blanc seront refusés), et adressés au Comité français de soutien à la Conférence mondiale sur le Kampuchea. Chez Madame Lamiral - Boire postale No 22 - 94800 Villejuif.

Les donateurs recevront un compte-rendu de l'utilisation de ces fonds par ces organismes.

Le Comité français de soutien à la conférence mondiale sur le Kampuchea.

UNION DES COREENS A L'ETRANGER

«Pour un véritable régime démocratique, vers la réunification de la patrie»

VENDREDI dernier 2 novembre, se tenait à Francfort (RFA) une réunion de l'«Union des Coreens à l'étranger pour la réunification»*, section Europe. Ils ont adopté la déclaration ci-dessous :

«Park Chung-hee, l'homme qui pendant dix-huit ans a imposé au peuple sud-coreen un régime dictatorial et anti-national, vient d'être abattu par son propre instrument de répression, la sinistre KCIA.

Cependant, le facteur déterminant de la chute de Park Chung-hee est le soulèvement ces dernières semaines des milliers d'étudiants et de travailleurs contre la dictature à Pusan, à Masan et ailleurs. C'est une victoire remportée par le peuple coréen qui n'a cessé de lutter pour les droits de l'homme depuis le soulèvement des étudiants du 19 mai 1960.

Le peuple coréen n'oublie pas que les auteurs de l'assassinat de Park Chung-hee ont été eux-mêmes de fidèles serviteurs du régime dictatorial et déclare qu'à ce titre ils méritent de partager le sort de leur ancien

maître. Le peuple coréen ne tolérera aucune tentative de prolonger le régime de Park Chung-hee sans Park Chung-hee.

En conséquence, nous exigeons la levée immédiate de la loi martiale, la suppression du régime dictatorial dit de Yushin et l'organisation des élections libres pour établir, sur la base d'une nouvelle constitution, un véritable régime démocratique résolument orienté vers la réunification de la patrie. Les Etats-Unis, le Japon et les autres puissances qui ont soutenu jusqu'à présent le régime de Park Chung-hee doivent cesser toute participation à la tentative de maintenir le régime de Park Chung-hee sans Park Chung-hee et respecter le droit à l'autodétermination du peuple coréen.

Le 28 octobre 1979.

*Elle a été créée le 13 août 1977 à Tokyo, pour coordonner les nombreuses petites associations existant dans différents pays. A ce moment-là, elles ont été attaquées violemment par des nervis achetés par la KCIA.. (CIA coréenne).

HR-QDP

TCHECOSLOVAQUIE

Encore 7 signataires de la Charte 77 arrêtés

Sept signataires de la Charte 77, parmi lesquels deux membres du VONS (comité de défense des personnes injustement poursuivies) ont été arrêtés vendredi par la police tchécoslovaque. Des perquisitions avaient été organisées dans leurs appartements en vertu d'un article du code pénal sur le «terrorisme». Les dissidents sont en effet accusés de «causer des dommages à la République, de détruire un édifice important et d'organiser un attentat contre le Président de la République». Pour tenter de briser le mouvement de la Charte 77, le pouvoir ne lésine pas sur les moyens ni sur les accusations.

HR-QDP

GREVE DE LA NAVIGATION AERIENNE

Tous les personnels sont dans l'action

Interview d'un contrôleur CFDT

Le mouvement de grève commencé il y a une semaine chez les contrôleurs aériens se poursuit à partir du 5 novembre par une semaine d'action. Cette semaine également, 24 heures de grève sont prévues pour les personnels de la compagnie Air France. Bref, il y a de l'orage dans l'air. Un contrôleur, syndicaliste CFDT s'explique ici sur les motifs qui ont conduit l'ensemble des personnels de la navigation aérienne à entrer à nouveau en lutte.

HR : Pourquoi un an après l'été 1978, recommencez-vous la grève ?

— Nous avons fait une grève du zèle en juillet-août 1978, notamment pour les revendications suivantes :

— Intégration des primes ; embauche de personnel ; déroulement de carrière.

Si cette grève a bloqué les aéroports et a eu un grand retentissement dans la presse, au niveau des négociations nous n'avons pratiquement rien eu. Nous avons obtenu que le service permanent soit porté à 32 heures mais, faute de personnel, nous sommes toujours à 35-36 heures. En septembre 1978, la grève a commencé à s'essouffler. Car le principe de la grève du zèle consiste à travailler deux fois plus et cela a épuisé les camarades. Surtout, le front syndical qui était déjà divisé au moment des négociations a éclaté. Nous avons donc repris.

Début 1979, la direction de la navigation aérienne qui dépend du ministère des transports présente le plan Macheaud. De ce plan, il ressort les points suivants :

— Il consiste à concentrer les services d'approche dans les centres régionaux en vue d'en faire une agence privée, hors fonction publique.

— Deuxième point, l'abandon de certains services de la navigation aérienne aux chambres de commerce pour effectuer une partie du travail que nous faisons actuellement.

— Le troisième aspect, c'est la mainmise du secteur privé encore plus grande que jusqu'à présent dans le secteur de l'électronique, informatique : Thomson-CSF, etc.

Les conséquences de ce plan pour les personnels de la navigation aérienne sont les suivantes.

Il a pour conséquence immédiate l'augmentation de la « productivité ». Les effectifs stagnent depuis des années alors que le trafic est en hausse constante. Par exemple, je vous donne un chiffre : à Aix-en-Provence, il manque 60 contrôleurs alors que chaque année, le trafic augmente de 6%. Par ailleurs, les personnels manquants seraient remplacés par des gens n'ayant pas de qualification et à qui on ne veut pas donner de formation.

Cela va aussi avoir pour conséquence que la sécurité des vols pour les gens qui prennent l'avion va devenir plus difficile à assurer.

Si l'été 1979 n'a pas vu d'action chez nous, le mécontentement a été grandissant. Le manque d'effectifs s'est fait ressentir dans les centres : centres régionaux qui font le contrôle route et dans les tours de contrôle. Le plan de restructuration Macheaud devait passer au comité technique paritaire il y a quelques jours, le 25 octobre. Ce comité, consultatif, a une composition paritaire entre l'administration et les syndicats. A cette occasion, les organisations syndicales avaient appelé le personnel

à manifester leur mécontentement et leur refus de voir appliquer ce plan Macheaud. Le centre de contrôle d'Aix-en-Provence et le centre de contrôle régional de Paris ont fait des manifestations, et en plus, ce qui n'était pas prévu, chacun de son côté a décidé deux heures d'arrêt de décollage. Cela consiste pour un centre de contrôle régional à refuser les demandes de mise en route qui sont faites par la tour de contrôle qui dépend du centre de contrôle régional. Suite à cela, le 25 octobre, l'aérodrome d'Orly et la tour de Lyon Satolas prennent la même décision. La réunion du CTP se déroule dans une ambiance très bonne pour ce qui est des représentants syndicaux. Le directeur annonce qu'il supprime 30% des primes pour le personnel qui s'est mis en grève, par représailles. Depuis, le mouvement se trouve élargi aux quatre centres de contrôle régionaux : outre Aix et Paris, qui étaient dans l'action, Bordeaux, Brest et certains aérodromes (une vingtaine).

Le 30 octobre, l'intersyndicale nationale CGT-CFDT et le syndicat autonome CFTC se sont réunis et ont établi une plate-forme revendicative commune à l'ensemble des travailleurs de la navigation aérienne ; ils ont envoyé une lettre au ministre pour demander l'ouverture de négociations et ont fait appel à tout le personnel en présentant un plan d'action.

HR : Peux-tu m'expliquer de façon détaillée en quoi consiste ce plan ?

— Le plan d'action est le suivant. Jusqu'au 5 novembre, on demande aux centres qui sont en grève de continuer leur mouvement, à ceux qui ne sont pas encore en grève de venir se join-



dre et d'adopter ce type de grève, c'est-à-dire deux heures d'arrêt de décollage ou un heure suivant le cas.

A partir du 5 novembre, une semaine nationale d'action a lieu du 5 au 12. Il y aura préavis de grève pour les personnels qui ont le droit de grève et des arrêts de décollage pour désorganiser un petit peu le trafic aérien des compagnies.

Des temps forts sont prévus les 6, 7 et 8 novembre, jours de grève des personnels Air-France. Le paquet sera mis pour qu'il y ait un maximum de paralysie.

HR : Quelles sont les premières réflexions qu'on peut faire sur ce mouvement ?

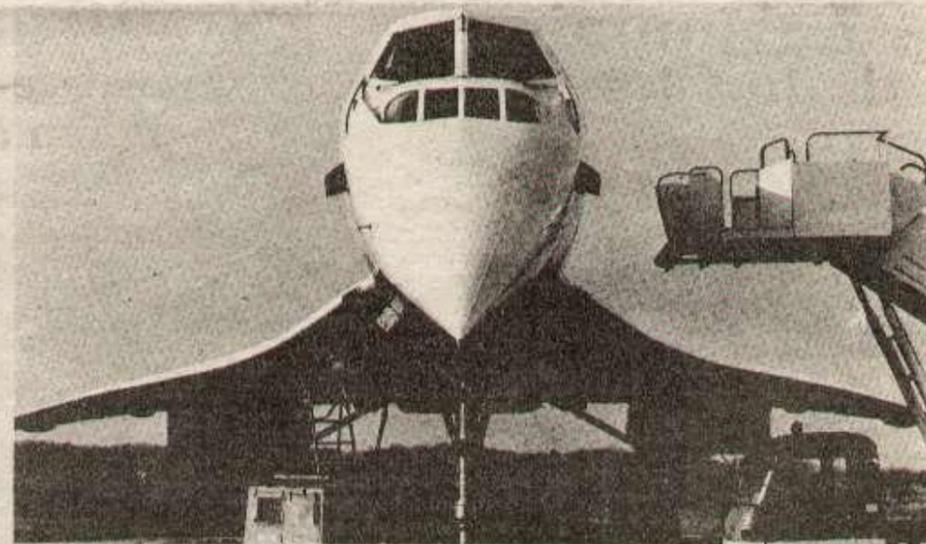
— Une grève partielle de deux heures, c'est déjà beaucoup pour des personnels qui n'ont pas le droit de grève, qui peuvent être licenciés sur-le-champ sans indemnités. C'est un aspect

nouveau par rapport à 1978. De plus, les tours de contrôle se joignent dans l'action et ont également une action de grève, ce qui n'avait pas été le cas en 1978. Ensuite, comme élément nouveau, une plate-forme nationale intersyndicale où l'on retrouve tous les personnels et pas uniquement les aiguilleurs du ciel.

Le mouvement part sur des bases meilleures qu'en 1978 puisque les différents corps se bagarrent, osent recourir à la grève en bravant pour certains le statut anti-grève, dans l'illégalité. Cela est doublement intéressant puisqu'il est question actuellement pour le gouvernement de supprimer le droit de grève à Radio-France, etc. Ce qui se passe du point de vue de la privatisation, on le retrouve aussi partout. Par exemple, à l'EDF, à Radio-France où il y a une volonté de faire passer ce qui marche bien dans le privé. Nos problèmes se retrouvent donc ailleurs.

HR : Quelles mesures ont été prises pour tenter de faire pression sur les grévistes et quelles ont été leurs réactions ?

— Sur le plan de la répression, la totalité des primes a sauté maintenant et ils menacent de recourir à la loi sur les services C. Chaque jour 1/30e des salaires serait alors retiré. Face à cela, les réactions sont diverses. Il y a des personnels qui se retirent de la lutte, mais franchement et en expliquant leurs raisons. D'autres réagissent en disant « puisqu'on nous pique du fric, alors qu'on a fait deux heures de grève par jour, autant qu'on nous en pique pour quelque chose et on songe à durcir ». Pour le moment, ça renforcerait plutôt la combativité d'ensemble qu'autre chose. Des assemblées générales sont prévues partout lundi 5 novembre pour se prononcer sur les propositions de semaine d'action.



Avec des effectifs insuffisants... la sécurité des vols va devenir plus difficile à assurer. Le trafic augmente de 6% par an. Les effectifs ne suivent pas.

AFFAIRE BOULIN

La majorité sur la sellette

C'EST un rapport de quelques dizaines de lignes qui était publié il y a un peu plus d'un mois en guise de conclusion des travaux de la commission d'enquête parlementaire sur l'information. Chiraquiens et giscardiens étant les uns comme les autres mouillés jusqu'au cou dans les pressions et contrôles de toutes sortes exercés par le pouvoir à l'encontre des médias. C'est d'un commun accord que leurs parlementaires avaient bloqué la divulgation du rapport de 700 pages dans lequel étaient consignés quantité de leurs méfaits. Pourquoi parler de cela aujourd'hui ? Simplement parce que le même complot du silence pourrait se nouer de nouveau dans l'affaire Boulin. La liste commence, en effet, à se faire longue des

noms d'hommes de la majorité évoqués à cette occasion. Tournet, l'escroc immobilier, adversaire de Boulin, après avoir été son ami, fait lui-même étalage de son amitié pour l'ancien chef des barbouzes Foccart. Il est d'autre part lié par la famille à Jean-Claude Servan-Schreiber (le cousin), notable RPR, chargé en son sein des problèmes de l'audiovisuel. Quant à Peyrefitte, c'est Boulin lui-même qui l'a mis en cause. Les rumeurs et les présomptions en sont au point que les instances dirigeantes du RPR doivent se réunir pour définir une ligne leur permettant de naviguer dans ces eaux agitées. La question posée à propos de l'affaire Boulin, à savoir « Qui a révélé le dossier ? », est également posée pour d'autres affaires. Celle de la villa de Barre à Saint-Jean-Cap-Fer-

rat et celle des diamants de Giscard. Et dans la révélation de ce scandale centrafricain, les réseaux Foccart, ancien secrétaire général aux affaires africaines et malgaches, font figure de suspect numéro un. La presse étrangère commente abondamment ce qu'elle appelle une crise de régime. Les journaux italiens parlent même d'un « régime qui se dévore lui-même ». Gageons que tout sera fait du côté du pouvoir pour étouffer ces affaires. Le contrôle sur les moyens d'information pourrait à cette occasion montrer, une fois de plus, son efficacité. Quant à la majorité, la question est de savoir si les rivalités électorales apporteront encore leur moisson de révélations scandaleuses ou si une fois de plus la solidarité des coquins sera la plus forte.



Toussaint

Ciel gris nuageux. Il a plu. Une foule silencieuse endimanchée parcourt lentement les allées de graviers du cimetière de Salaimines aux abords de Lens, en plein cœur du pays minier. La mort a quelque chose d'incompréhensible, de tragiquement mystérieux, qui impose le silence.

Les tombes à perte de vue débordent de fleurs, de chrysanthèmes. Ici beaucoup de noms polonais et sur certaines tombes la lampe et le pic, symbole des gueules noires. Nous sommes dans un cimetière de mineurs. Combien de travailleurs emportés avant l'âge par l'accident, la maladie ? Au-dessus du mur d'enceinte s'élève le chevalet de la fosse 5 et son terril arrassé si caractéristique.

Rémi DAINVILLE

TOULOUSE

Succès des 6 H pour l'avortement et la contraception libres et gratuites

Correspondant Toulouse

CINQ à six cents personnes, des femmes dans leur très grande majorité, ont participé le 22 octobre à un rassemblement pour exiger un élargissement des clauses de la loi Veil, le remboursement intégral par la Sécurité sociale de l'interruption volontaire de grossesse son application pour les étrangères, les immigrées les mineures. Après la projection du film « Le juste droit », le collectif toulousain pour l'avortement et la contra-

ception (soutenu par une vingtaine d'organisations, dont le PCML, (sauf le PCF et la CGT) a rappelé la situation toulousaine : avortements limités en milieu hospitalier public et non-respect des délais de grossesse pour l'IVG, afflux de la demande en clinique privée, tarifée au prix fort...

La mobilisation doit se poursuivre dans la rue par une manifestation le 15 novembre pour exiger la fin des anomalies locales et nationales.

ALSTHOM-BELFORT

Alsthom : Rien n'est réglé

C'est dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 novembre que s'est terminé, sans succès, un long week-end de discussions à Belfort entre la direction de l'Alsthom et les syndicats. La direction n'a en effet avancé aucune proposition nouvelle. Dimanche, plus de 10 000 personnes avaient participé à la fête de solidarité. Une solidarité qui ne se dément pas après 40 jours de grève.

C'EST mercredi dernier, au lendemain de la manifestation des Alsthom, ensemble, venus à Paris en délégation ou en masse des diverses usines du groupe, que le tribunal de Besançon avait prononcé en appel un arrêt d'expulsion de l'usine occupée, tout en décidant de surseoir à l'évacuation tant que les pourparlers qui pouvaient s'engager n'auraient pas irrémédiablement échoué. Vendredi 2 novembre des travailleurs de l'Alsthom occupant la préfecture avaient été évacués par les forces de l'ordre.

La détermination est grande chez les travailleurs et la solidarité se construit autour d'eux. Ils se posent la question d'accroître le rapport de force face à une direction intransigeante qui bénéficie du poids de tout un groupe.

« Frapper vite et fort, sans attendre, sur l'ensemble du groupe » : tel était et reste le point de vue de notre Parti. Porter des coups qui frappent au point sensible, comme l'ont fait et le font les travailleurs déjà en grève (occupation d'usine, blocage de la production) au niveau de tout le groupe, contre l'adversaire commun : la direction de la CGE. L'atout de l'unité est l'atout maître pour les travailleurs, unité utilisée pour une action conduite fermement contre l'ennemi.

« Maintenir et renforcer le mouvement actuel par la lutte unie, organiser la solidarité la plus large, y compris la riposte à une intervention éventuelle des flics à Saint-Ouen ou à Belfort, et sur la base du rapport de force établi dans la lutte, obtenir la négociation unique d'une plate-forme unique » : c'est bien toujours ce qui est nécessaire pour obtenir la satisfaction des revendications.

Un soutien sans précédent à la lutte

UN comité de soutien s'est créé dans l'agglomération de Belfort pour aider au développement de la solidarité. Le comité de soutien regroupe toutes les forces politiques et syndicales qui œuvrent de façon désintéressée à la solidarité avec les travailleurs de l'Alsthom. La CGT et le PCF ont jusqu'alors refusé d'y participer. Au sein de ce comité de soutien, on retrouve côte à côte des militants et responsables de la CFDT, d'associations populaires locales, du Parti socialiste, d'autres partis et bon nombre d'hommes et de femmes qui unissent leurs efforts pour que la solidarité soit la plus large possible et la plus efficace et permette aux travailleurs de l'Alsthom de tenir.

Ce comité ne prétend pas détenir le monopole de la solidarité. Il agit au service de la lutte des travailleurs, au côté de tous ceux et de toutes celles qui agissent pour l'unité et la solidarité populaire autour des grévistes. A l'actif du comité de soutien : une distribution de lait gratuite, une vente de légumes, une vente de vignettes de solidarité, et une campagne de solidarité financière qui vient d'être lancée avec pour objectif l'équivalent d'une heure de salaire pour les grévistes de l'Alsthom. Le comité de soutien est ouvert à tous. Il se réunit en assemblée générale. Les militants du comité de soutien étaient à Paris avec les grévistes de l'Alsthom ! Le patronat n'avait pas prévu un tel mouvement de solidarité à Belfort. L'occupation voit se mobiliser non seulement ceux de l'Alsthom mais aussi les retraités. Les ouvriers retraités de l'Alsthom sont venus offrir leur soutien aux grévistes. Ils leur ont proposé de garder l'usine pendant leur marche sur Paris. Les anciens travailleurs prouvent qu'être retraité ne signifie pas l'abandon de la lutte. Bien au contraire. Les liens qui unissent les travailleurs sont mille fois plus forts que tous les moyens utilisés par le patronat pour diviser les masses populaires.

Grève du personnel social à la caisse d'allocation familiale de la région parisienne

LES organisations syndicales CFDT et CGT de la Caisse d'allocation familiale de la région parisienne appellent l'ensemble du personnel social (assistantes sociales, secrétaires sociales, puéricultrices, travailleuses familiales, conseillères en économie familiale) à un mouvement de grève de 24 heures, soutenus par le syndicat CFTC, le mercredi 7 novembre 1979. Ce mouvement qui fait suite à la journée d'action du mercredi 3 octobre 1979 appelle le personnel

à manifester son opposition, le jour du conseil d'administration de la CAFRP, aux diverses mesures de la direction qui tendent à liquider progressivement le service social CAF (Caisse d'allocation familiale) de Paris. Les organisations syndicales soutiennent le personnel CAF du 19e touché par un projet de désengagement massif (38 personnes déplacées au profit de la DDASS). Rappelant l'action menée depuis dix-sept ans en commun avec la population, les associations et les autres partenaires locaux, le personnel social de la CAF entend maintenir son poste de travail et veut également défendre une certaine conception de l'action sociale. En effet, la disparition progressive du service social de la CAF sur Paris signifie, à terme, le monopole de la DDASS (Direction départementale d'action sanitaire et sociale) sur l'action sociale, risque de plus grand encadrement de la population sous l'autorité directe des préfets, d'où l'importance de la défense de la pluralité des services employeurs pour la liberté des usagers.

Déclaration de guerre patronale

DEUX événements sont venus nous rappeler que le gouvernement et le patronat existent bel et bien et qu'ils ne nous veulent pas du bien. Il y a eu d'abord l'interview de Ceyrac au journal *Sud-Ouest* et les nouvelles qui nous sont parvenues de l'automobile. Ce secteur qu'on disait en bonne santé est en pleine reconversion. Pendant les huit premiers mois de cette année, il a été produit 130 000 voitures de plus que l'an dernier à pareille époque, mais au mois de septembre, le nombre des immatriculations a baissé de 19% sur le mois de septembre 1978.

La firme Peugeot a mis les ouvriers de l'usine de Mulhouse au chômage technique plusieurs jours de suite. Cette mise au chômage technique est due à l'abondance des stocks de 104 et de 305. Rappelons pour mémoire que Simca-Chrysler (propriété de Peugeot) a licencié 250 travailleurs à La Rochelle en début d'année et que l'inté-

rim est devenu une véritable institution, à Renault-Billancourt entre autres.

Dans les années qui viennent, l'industrie automobile va être le théâtre de bouleversements jamais vus. La guerre internationale pour les marchés va s'accroître. Dans cette guerre internationale, des unités entières seront fermées, d'autres seront reconverties et d'autres enfin tourneront à plein régime. En bref, nous connaissons, grosso modo, la même situation que dans la sidérurgie. Mais le nombre de travailleurs concernés sera encore plus important. Bref, le redéploiement continue de plus belle. L'économie française se porterait mal et c'est au nom de cette économie que M. Ceyrac, le patron des patrons, veut remettre en cause tous les droits des travailleurs.

C'est en effet ce qu'il vient de déclarer au journal *Sud-Ouest* du 1/11/1979. Il s'agit en vérité d'une véritable déclaration de guerre à la classe ouvrière et aux autres travailleurs de notre pays.



Colère et volonté de se battre même si le chemin est difficile.

Ceyrac veut la guerre

Ce monsieur remet en cause de manière non équivoque les avantages acquis déclarant qu'ils sont le fait du « conservatisme ». Il s'en prend aux lois de 1936, en particulier à celle sur les 40 heures. Dans les entreprises publiques, il s'en prend au droit de grève, attaque « les minorités mettant en cause la continuité du service public ».

Jusqu'ici seul un François Michelin avait osé aller jusque là dans son interview accordée à *l'Expansion* il y a peu de temps. Décidément, hommes du pouvoir et du patronat ne cachent plus leur haine des ouvriers et des autres travailleurs. Ils souhaitent en revenir au temps « béni »

où il n'y avait aucun droit pour les masses. Si ces plans étaient mis à exécution, ce serait une véritable catastrophe pour les travailleurs.

Pourquoi ces attaques ? Parce que, comme nous l'avons dit pour l'automobile, les capitalistes sont en pleine reconversion. Et comme ils ne sont pas, à leur gré, assez bien placés, ils veulent en finir avec les anciennes largesses « accordées » aux travailleurs.

Les capitalistes ont dressé une liste d'industries pour lesquelles ils vont débiter de gros investissements, laissant tomber les canards boiteux et sacrifiant des branches entières sur l'autel du profit. C'est dans cette optique que le gouvernement

a élaboré son 8e plan. Ces industries sont les suivantes : électronique, automobile, électromécanique, électronucléaire, téléphonie,

informatique, aéronautique, robotique, exploitation des mers et des océans, sidérurgie fine et produits plats, chimie, agro-alimentaire.

Quels trusts et pourquoi ?

Quels sont donc les trusts qui bénéficieront des largesses du patronat et du gouvernement ? Ces trusts s'appellent Thomson-CSF, CGE, Empain-Schneider, Dassault, SNIAS, Rhône-Poulenc, PUK, CII-Honeywell-Bull, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Usinor, Sacilor-Sollac, Michelin, Renault, Peugeot, Française des Pétroles, Elf-Aquitaine.

Quelles sont les boîtes qui restructurent en ce moment ou depuis plusieurs mois pour affronter leurs concurrents internationaux ? Il y a Usinor, Saci-

lor-Sollac, Creusot-Loire (Empain), Peugeot, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Thomson-CSF, CGE, bref presque les mêmes.

Usinor et Sacilor liquident leurs unités insuffisamment rentables, mobilisent leurs investissements sur les unités les plus rentables. Creusot-Loire coupe les branches mortes. Saint-Gobain liquide son secteur sidérurgique en le revendant à Sacilor. Coût total en licenciement : 27 000.

Dans la téléphonie, la CGE et Thomson se partagent les dépouilles de l'ex-AOIP et restructurent leurs propres filiales, le coût total est de 15 000 licenciements.

Chez Rhône-Poulenc, c'est le secteur textile qui est en pleine reconversion : 7 000 licenciements depuis 1977. Saint-Gobain investit la CII et reconvertit son secteur du verre : plusieurs centaines de licenciements.

Peugeot réorganise ses filiales, le premier résultat est la fermeture prochaine d'une usine Chrysler en Grande-Bretagne qui conduit à 2 000 licenciements.

BSN liquide son secteur du verre plat pour investir dans l'agro-alimentaire. La CGE investit la Générale occidentale (alimentation). Nous pourrions multiplier les exemples mais ceux-ci traduisent bien la nouvelle orientation du capitalisme français.

Ceyrac veut le consensus

Pour réaliser toutes ces restructurations les capitalistes voudraient une classe ouvrière muselée mais voilà le « consensus », réalisé grâce à des syndicats de collaboration de classe comme le TUC en Grande-Bretagne ou le DGB en RFA, n'existent pas chez nous.

Les luttes, si faibles soient-elles, sont une entrave à la restructuration. Voici les dernières en date. Il y a Thomson-CSF, Saint-Gobain, Merlin-Gérin (Empain), Alstom (CGE), RVI (Renault), Ducellier (DBA), etc.

Pourquoi ces luttes ? Précisément parce que dans ces secteurs la restructuration passe mal et parce que le patronat y concentre ses coups contre les avantages acquis des travailleurs.

A RVI, ce sont des délégués syndicaux qui sont licenciés. A Merlin-Gérin, ce

sont les salaires qui sont en jeu comme à l'Alstom. Chez RVI, il y a aussi tentative de baisse de salaire par changement de filiation. Bref, tous les mauvais coups des patrons et du gouvernement se retrouvent ici.

Mais il n'y a pas que dans ces boîtes que Ceyrac veut museler les travailleurs. Dans le secteur public, c'est le droit de grève qui est en danger : à l'EDF, à la SNCF, aux PTT. Même là les militants syndicaux ne sont pas à l'abri des mauvais coups patronaux. Plusieurs dizaines de postiers ont été licenciés, mutés, mis à demi-traitement depuis février 1978. Dans les usines le nombre de délégués syndicaux licenciés par... Boulin était en passe de dépasser les records établis par Durafour.

L'unité

Toutes ces attaques concertées contre les travailleurs nécessitent une riposte organisée des travailleurs. Ces quelques luttes sont importantes car elles montrent que la volonté d'unité des travailleurs l'emporte sur les tentatives de division d'où qu'elles viennent.

Cette unité vise à combattre effectivement le gouvernement Giscard-Barre et le patronat. Elle ne peut qu'être source de victoire.

Car, face à l'unité patronat-gouvernement, l'unité de classe de la classe ouvrière

est de plus en plus nécessaire. Dans un sens, les déclarations de Ceyrac sont une bonne chose car elles ne peuvent susciter que la colère et la volonté de se battre même si le chemin est difficile et même si les perspectives politiques ne sont pas toujours claires ; même s'il y en a toujours pour tenter de récupérer les luttes, d'imposer une politique contraire aux intérêts des travailleurs au nom de la grandeur de la France, de l'intérêt national.

Yves LEPIC

Réflexes contre l'alternance

Les premières expériences sur la formation en alternance ont lieu... « *Durant les stages, les jeunes conservent leur statut d'élève, ils n'ont pas celui de travailleur, ils ne sont pas rémunérés, ils restent sous la responsabilité de leur établissement scolaire* », déclarait catégoriquement Beullac à Tours le 12 octobre 1979.

La réponse ne s'est pas faite attendre, succédant aux enseignants en formation PEGC (*), les élèves du LEP d'Amboise ont dit « *Non à l'alternance* », vite rejoints par ceux d'Angers.

CA couvait depuis une semaine, depuis que les lycéens avaient appris le projet de Beullac : des stages en entreprise intégrés à la scolarité. C'est l'alternance et ça pouvait durer jusqu'à dix semaines par an. (Voir l'Humanité rouge bimensuel « *Rentrée scolaire* » No 61.

ON ÔTERA DU TRAVAIL À DES OUVRIERS

A la faveur des récréations, car les élèves n'ont pas la possibilité de se réunir, les discussions étaient nombreuses et animées : « *Ça peut être intéressant d'aller voir comment ça se passe en usine.* - *Oui, mais on a bien le temps...*

- *On n'apprendra rien. On fera le balayage, le travail à la chaîne.*
- *Et puis on ne sera pas payé.*
- *Si je suis à l'école, ça n'est pas pour être quarante heures par semaine à l'usine.*
- *Il y a beaucoup de chômeurs. On ôtera du travail à des ouvriers et des employés.*
- *L'année dernière, j'ai déjà fait un stage ; au début c'est intéressant car on voit des choses nouvelles, mais ensuite, on est surtout à la production, on n'apprend plus rien.*

Au LEP Dunand, les délégués de classe se réunissent et décident la grève. Jeudi matin, 25 octobre, la grève démarre. Seuls deux LEP d'Angers sont en grève. La première tâche à laquelle s'attellent les lycéens, c'est donc d'al-

ler prévenir les autres LEP. Si bien que le lendemain vendredi, la grève se généralise dans les LEP d'Angers.

Les professeurs sont en grève ce jour-là dans les LEP à l'appel du SNETP-CGT et du SGEN-CFDT. Ils apportent leur soutien aux élèves. Bien sûr, il y a des difficultés. Les jeunes découvrent qu'il leur manque une chose importante : l'organisation.

Comment discuter plus profondément entre nous de nos revendications, des initiatives à prendre ? Trop souvent, dans le passé, le pouvoir de décision dans ce genre de mouvement a appartenu à une ou deux personnes et les autres suivent.

S'organiser, ce n'est pas facile quand on a 16 ans ; c'est notre première lutte, on n'a pas de lieu pour se réunir et on nous menace de la répression. Mais les difficultés ne font pas peur aux lycéens, ils sont bien décidés à les surmonter, obtenir des lieux de réunions, à élire des comités de grève et les coordonner au niveau d'Angers. C'est le début d'un long combat enthousiasmant.

(* PEGC : formation de deux à trois semaines pour devenir professeurs de CES. Beullac leur impose à eux aussi une « *alternance* ».

Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois!

LE dernier rapport de l'INSEE sur la situation des demandeurs d'emploi est bien obligé d'avouer que le chômage des jeunes prend des proportions « *menaçantes* ». Plus de 45 % des demandeurs d'emploi sont des jeunes. L'optimisme de sa conclusion prête à sourire : les jeunes possédant un diplôme (CAP, BEP, bac, licence) n'auraient aucune peine à trouver un travail.

Il est sûr que les jeunes ne possédant aucun diplôme, aucune formation professionnelle constituent « *les parias* » des jeunes chômeurs ; néanmoins les jeunes diplômés demeurent chômeurs, chômeurs une étoile ou deux étoiles.

Finalement ce rapport tend à faire croire que le chômage des jeunes ne con-

cerne qu'une minorité !

Sur les 600 000 jeunes en quête d'un emploi en septembre 1979, 70 000 à 80 000 d'entre eux possèdent la licence et parmi ces 70 000 diplômés, 25 000 se retrouveront au chômage. Quels sont les débouchés qui leur sont offerts ?

Le secteur public, mais déjà 20 % du personnel de l'Etat sont des non-titulaires, donc licenciés à tout moment et l'arrivée de ces jeunes diplômés ne fait que grossir le nombre de ces non-titulaires.

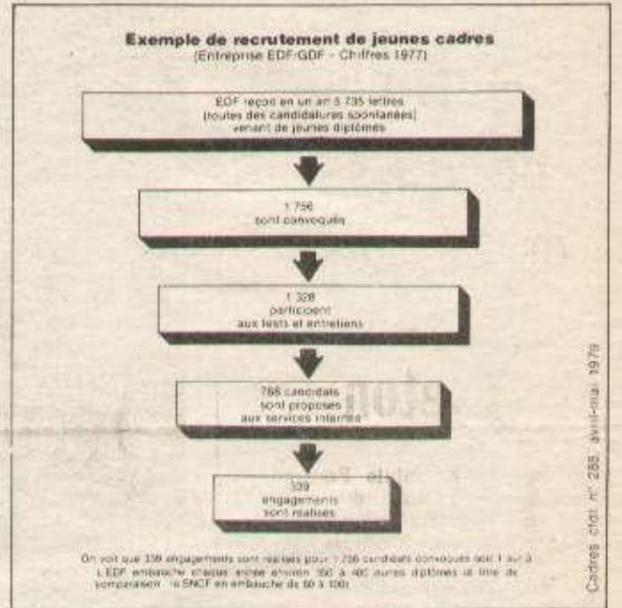
Pour les concours d'enseignants, il y a dix candidats pour un poste ; pour les concours administratifs, sept candidats pour un poste et pour les concours techniques six candidats pour un poste. Si la déqualification touche les jeunes issus de la classe ouvrière, elle n'épargne pas les jeunes universitaires. Un exemple : le concours de secrétaire

d'intendance exige le niveau bac ; or, au concours de 1978, sur 6 387 candidats (pour 288 postes), 3 800 possédaient une licence, un DEUG (Diplôme d'études universitaires générales), 1 664 une licence, et 563 une maîtrise (*).

Le secteur privé n'est pas plus offrant. Les patrons n'attendent pas après les jeunes intellectuels. La création de stages de formation, rémunérés à 75 % du SMIC (genre stage-Barre, dissimulant le chômage) en est une preuve.

Enfin, les patrons comptent bien utiliser la jeunesse « *intellectuelle* » tout comme la jeunesse « *manuelle* » : les contrats emploi-formation ouverts aux jeunes diplômés, les font travailler en entreprise au... SMIC !

N. V. (* La brochure, éditée par la CFDT, « *le Guide des jeunes diplômés* » est particulièrement édifiante.



CHELLES 28.10.79 JOURNEE « INFORMATION -AVORTEMENT -CONTRACEPTION »

« Avortement d'accord - contraception d'abord »

CE sont cent personnes qui sont venues dimanche 28 octobre à Chelles (Seine-et-Marne) débattre de la contraception et de l'avortement. De nombreuses tables de presse proposaient des ouvrages de tous auteurs sur la lutte des femmes, leurs droits (au travail, avortement, contraception), l'éducation des enfants, les relations hommes-femmes et sur tant de sujets qui nous tiennent à cœur. Quelques titres : « *Un enfant pourquoi ?* », « *Du côté des petites filles* », Kolontal « *Conférences sur la libération des femmes* », « *La presse féminine* ».

Des panneaux réalisés par le collectif (groupe femmes de Chelles, Fédération anarchique, PSU, PS, les Amis de la Terre, PCML, rappelaient les différents moyens de contraception masculins ou féminins, les recherches actuellement en cours.

Certains indiquaient également, aux mineurs particulièrement, les moyens qu'elles avaient de demander une prise en charge des frais médicaux et pharmaceutiques occasionnés lors

des demandes des moyens contraceptifs (prises de sang, moyen contraceptif choisi, etc.)

Un panneau à l'entrée nous donnait les « *bonnes adresses* » de la région : Planning familial le plus proche, centres IVG les plus proches, etc.

Vers 16 h 30, projection du film *Le Juste droit* terminé il y a peu de temps. Ce film montre concrètement la double journée de travail de la femme (au

bureau et à la maison), sa double exploitation (patron et mari), son isolement (peu ou pas d'amis), pratiquement plus de discussions avec son mari) face à ses problèmes.

Elle arrête de prendre la pilule quelques temps par oubli et surtout par un « *ras-le-bol* » d'y penser elle, de prendre en charge encore ce problème seule et elle est enceinte quelque temps après.

C'est avec l'aide de sa

sœur qu'elle va suivre toutes les démarches jusqu'à l'avortement, sans en parler à son mari qu'elle laisse seul se dépatouiller avec les enfants pour souffler un peu.

C'est, après avoir frappé aux portes des cliniques (trop chères), à celles des hôpitaux (trop de monde et chirurgien en congé), qu'elle va arriver au centre IVG de Colombes. Là, un accueil chaleureux lui est réservé : discussions avec le personnel soignant, avec des

femmes qui viennent avorter ou qui ont déjà avorté. Nous assistons avec elles à un avortement (méthode par aspiration), nous apprenons les problèmes posés par l'interruption volontaire de grossesse (centres pas assez nombreux, loi restrictive, délais, obstacles pour les mineures et les immigrées).

A sa sortie, elle retrouve ses enfants et son mari : elle lui annonce son avortement et elle propose de recommencer mais qu'il parta-

ge ses soucis, les responsabilités familiales. Evidemment, il ne comprend pas tout mais nous la voyons tellement décidée à changer qu'il faudra bien que lui aussi s'y mette, sinon...

Un débat a suivi ce film. Les premières questions ont porté sur la contraception (la prise en charge particulièrement par les femmes), ses dangers (risques de cancer accentués ou non), etc.

Ensuite, le débat porta sur l'exploitation de la femme par l'homme, à la maison particulièrement.

La soirée s'est terminée par un spectacle animé par le groupe *Main Mise*.

A la sortie, une pétition de soutien aux onze inculpés de Bilbao (Voir HR No 1156 du 27 et 28 octobre) était soumise à la signature de toutes et de tous et sera expédiée aux femmes espagnoles à Paris pour se joindre aux 25 000 signatures déjà parvenues.

Un appel à la marche du 24 novembre a été lancé. En conclusion, une journée riche d'information et une participation, somme toute, assez importante pour la région.

Une lectrice



(Photo Bob Berger)

LILLE

Communiqué de presse de la cellule Fernand Yveton

LA cellule Fernand Yveton du Parti communiste marxiste-léniniste (Lille) proteste énergiquement contre l'assignation au tribunal de grande instance de Lille de plusieurs délégués (es) CGT de l'entreprise Danjou ainsi que du secrétaire du syndicat des Métaux CGT de Lille et d'un élu du PCF à la communauté urbaine de Lille. Ainsi donc, la direction de l'entreprise Danjou, c'est-à-dire en fait la société Matra dont elle dépend, s'attaque à ceux dont le seul « crime » est de s'opposer aux licenciements chez Danjou et au transfert du matériel de production, de défendre le droit au travail.

A vrai dire, on comprend la colère de la direction puisque tant que les machines resteront, il lui sera impossible de se servir de ce matériel pour l'ouverture d'une nouvelle usine près d'Armentières. Avec un personnel entièrement nouveau bien sûr, ce qui lui permettra d'empocher une prime pour « création d'emploi ».

Qui sont les malfaiteurs ? Ceux qui défendent le droit au travail ou ceux qui licencient dans le seul but de faire une opération financière juteuse en bénéficiant de fonds publics ? La cellule Fernand Yveton du PCML demande l'arrêt immédiat des poursuites contre les responsables syndicaux et les élus en question et renouvelle son soutien total aux travailleuses et travailleurs de chez Danjou en grève pour le maintien de leur emploi. Elle a par ailleurs transmis à leur intention différents messages de solidarité.

VILLEJUIF

Blondel passe à la répression

VENDREDI 31 octobre, 6 heures du matin : une cinquantaine de flics, Blondel en tête, envahissent l'usine occupée par les travailleurs depuis le 5 septembre (ils demandent l'annulation de tous les licenciements). Grande pagaille, les flics vident le matériel, les machines à écrire, les papiers, vidant ainsi toute l'usine. En effet, Blondel a décidé de liquider la menuiserie alors que le travail ne manque pas. Les carnets de commande sont pleins et pendant les 55 jours d'occupation, les travailleurs ont reçu sans arrêt des coups de téléphone pour du boulot. Blondel pense sous-traiter ce travail, le faire exécuter par des artisans ce qui lui garantit un grand profit. Face à cette attaque, patron-flics unis, les travailleurs sont déterminés à lutter, réintègrent les locaux et or-



96e mort à Usinor-Dunkerque. Lionel Poix a été retrouvé noyé dans le bassin de décanation des eaux de lavage du train à bande... La question de la sécurité du travail est à l'ordre du jour à Usinor

ganisent vendredi 31 octobre 1979 à midi un grand meeting chez Blondel 942, avenue de Paris à Villejuif, nationale 7). Une manifestation est prévue lundi 5 novembre 1979 départ à 9 heures devant l'usine et les travailleurs entendent résister jusqu'au bout.

SIMAT-BALLARD (RODEZ)

Dernière minute fin de grève

APRES sept jours de grève, les travailleurs et la direction ont approuvé le protocole d'accord. Si le 13e mois qui était la revendication principale, n'a pas été obtenu, les travailleurs de la SIMAT ont obtenu satisfaction sur quatre points :

- 1) 10 % d'augmentation sur les salaires de ceux qui touchaient moins de 3 200 F ; 8 % d'augmentation sur les salaires de ceux qui touchaient plus de 3 200 F.
- 2) Toutes les augmentations à compter du 1er janvier 1980, qui interviendront au niveau de la convention collective du négoce des matériaux de construction, seront répercutées en pourcentage sur les salaires réels.
- 3) Institution d'une prime d'entreprise calculée sur la masse des salaires des catégories ouvrier et ETAM du mois précédent son versement. Ce qui équivaut à 3 000 F par an.
- 4) Aucune sanction ne sera prise pour fait de grève.

D'après les grévistes syndicalistes CGT, une autre victoire a été remportée durant cette grève, celle de l'unité et de la solidarité entre les ouvriers et les employés de l'entreprise. Ils en voulaient, et dans le piquet de grève, cette volonté se traduisait par la bonne humeur. Si les résultats peuvent apparaître relativement faibles, il ne faut pas oublier que c'est la première grève de la boîte depuis son existence. Les ouvriers de la SIMAT sont persuadés que ce n'était là que le commencement, et espèrent bien développer cette solidarité et cette unité avec l'autre boîte du même type, celle qui est lavabre.

Correspondant Rodez

Chers camarades de Rodez

NOUS regrettons de ne pas pouvoir passer votre interview des travailleurs de la SIMAT-Ballard cette semaine. Nous espérons pouvoir le passer la semaine prochaine à titre d'enquête sur les conditions de travail

et de lutte syndicales dans une entreprise de province à tradition paternaliste et antisyndicale.

Veillez toutefois transmettre aux camarades ouvriers de la SIMAT notre salut fraternel et toutes nos excuses. Nous n'avons pas songé que cet article était très important pour eux.

Nous profitons aussi de cette occasion pour rappeler aux camarades que s'ils jugent que leur article est important pour leur travail qu'ils doivent le mentionner sur leur lettre ou le dire au répondeur. Nous tâcherons d'en tenir compte. Salut à vous.

Pour le comité de rédaction Yves LEPIC

96e mort à Usinor Dunkerque

LUNDI dernier, un accident a causé la mort d'un jeune ouvrier à Usinor-Dunkerque. Lionel Poix, 25 ans, célibataire, a été retrouvé noyé dans le bassin de décanation des eaux de lavage du train à bande. Chargé de sonder ce bassin, la direction l'avait affecté seul à ce poste de travail pourtant dangereux. Cet ouvrier était un muté d'Usinor-Denain, ce qui appelle une autre question concernant l'adaptation de ces travailleurs à l'usine de Dunkerque ainsi que l'a fait remarquer la CGT dans un communiqué.

Lionel est le 96e mort à Usinor-Dunkerque. Tandis que Denain et Longwy frappés à mort assistent à l'hémorragie des emplois, Etchegarray vient d'annoncer au dernier CCE que la situation financière du groupe se rétablissait... Entre ceci et cela, il y a un lien évident pour tous les sidérurgistes. Ici, à Dunkerque, après les quatre morts de la navale, il y a peu de temps, et l'accident mortel d'Usinor, la question de la lutte pour la sécurité du travail est désormais à l'ordre du jour.

Rémy DAINVILLE

ERRATUM

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de l'erreur commise dans l'interview parue dans le numéro daté du mardi 30 octobre en page 8. Il s'agissait d'une interview de la section CFDT de la SNIAS-Toulouse.

VITROLLES (BOUCHES DU RHONE)

QUE SE PASSE-T-IL AU CAMBODGE ?

REUNION-DEBAT :

Avec la participation de :
- Im Saroen : ancien directeur national de l'enseignement du Cambodge, ancien recteur de l'Université technique de Phnom Penh, président du Comité des patriotes du Kampuchea de Montpellier.
- Castan Alain, qui a effectué un voyage au Cambodge en septembre 1978.

AU PROGRAMME :

- Diapositives, films sur les réfugiés et les maquis de résistance à l'armée vietnamienne.
Salle Le Bartas-Vitrolles. Jeudi 8 novembre 20 h 30.

LE THEATRE 1 COLOMBES PRESENTE :

JORGE Y BEB,
Chants libres de l'Amérique latine, les 1, 2 et 3 novembre à 22 h 15 - Prix des places : 25 F et 12 F.

MALDOROR LE MAUDIT (CREATION)
Par le théâtre de l'Autre Monde, les 8, 9 et 10 novembre à 22 h 15 - Prix des places 25 F et 12 F.

MUSIQUE MODERNE BRÉSILIENNE :
TONINHOS RAMOS (guitare) - PAULO RAMOS (percussion et batterie)

Les 15, 16 et 17 novembre à 22 h 15 - Prix des places : 25 F et 12 F.

LLAIMA, ENSEMBLE CHILIEN DE DANSE
Les 11 et 18 novembre à 16 heures - Prix des places : 15 F et 8 F.

AUX HALLES,
THEATRE DU GRAND HALL
MONTORGUEIL, 46 RUE DE MONTORGUEIL (METRO LES HALLES)
Tél : 233-80-78

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1979

COMORES

Tableau d'ensemble de la situation politique

Interview de l'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores
(Propos recueillis par Claude Lebrun)

Suite aux luttes menées cet été par la jeunesse scolaire des Comores, nous avons rencontré les camarades de l'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC). Après avoir dressé un bilan de ces luttes, ils font ici une présentation globale de la situation politique aux Comores, ancienne colonie française, dont trois des quatre îles constituent la Fédération islamique des Comores. La quatrième île — Mayotte — est toujours un « territoire d'outre-mer français ».

LES luttes qui se sont déroulées cet été ont dépassé le cadre scolaire. Elles ont pris une envergure pratiquement nationale. Le régime comorien, dirigé par Ahmed Abdallah, a pris prétexte de ces luttes pour réprimer le mouvement révolutionnaire comorien naissant par des arrestations massives. (*)

Le gouvernement d'Ahmed Abdallah qui était divisé s'est momentanément uni dans la répression contre la lutte.

La campagne menée contre l'ASEC, au niveau des ondes, n'a pas porté ses fruits. En fin de compte, le régime s'est servi de cette campagne pour tester l'appui des masses au gouvernement ou non, pour savoir si le régime est en mesure de punir sévèrement les camarades arrêtés ou non.

Des problèmes fondamentaux se posent, notamment le problème alimentaire : pénurie de riz, de sucre, de viande. Il y a pénurie d'essence. Vu cette situation, les masses ne soutiennent pas le régime. Elles s'en sont démarquées et ne se sont pas laissées abuser par cette campagne. C'est la première fois qu'elles mènent une lutte aussi importante. Elles se sont intéressées aux idées que propagent les révolutionnaires au pays, dont le crédit s'accroît.

En fin de compte, le régime a dû libérer les camarades. Il n'était pas en position de force pour juger les camarades emprisonnés et c'est lui qui en est sorti ébranlé.

Le mouvement révolutionnaire comorien est dans une phase d'accumulation des forces.

LE RÉGIME D'AHMED ABDALLAH

Il est traversé par diverses contradictions en son sein et, en même temps, il a des contradictions avec l'impérialisme français. Il voudrait être un peu indépendant. Il voudrait jouer d'une part sur l'appui économique de la France, d'autre part diversifier ses rapports avec le monde arabe et aussi un certain nombre de pays d'Europe, les Etats-Unis, la Corée du Sud. Cela afin de limiter les possibilités de changement.

La France est dans la situation suivante : elle n'est pas prête à soutenir à bout de bras un régime qui veut lui mettre des bâtons dans les roues, qui veut diversifier ses rapports avec d'autres pays. Cela se voit notamment dans les rapports économiques où il y a divers problèmes pour

l'octroi de l'aide. La France ne débloque rien pour le budget économique des Comores. De plus, il y a la présence, qui fait contre-poids à la présence française, de divers organismes internationaux, tels que l'UNICEF, le FED, qui se sont installés et donc contrebalancent le poids spécifique de la France.

L'OPPOSITION RÉACTIONNAIRE

L'opposition blanche, (réactionnaire), est menée par Abdallah Mousawoir et Joussof Abbas, ex-lieutenant de Swahili (renversé en mai 1978). Cette opposition-là joue sur deux tableaux. Tout d'abord, elle a des liens avec l'impérialisme français, l'ambassadeur de France a des bons rapports avec Mouzawoir et Abbas ; dans toutes les fêtes tenues à l'ambassade, ils sont invités. Mouzawoir dit tout haut qu'il est blindé, que personne ne peut l'attaquer. Il est protégé par les forces françaises.

D'autre part, elle a des rapports avec le social-impérialisme soviétique.

Aujourd'hui, cette opposition, compte tenu des luttes récentes menées aux Comores, prend peur. En fin de compte, elle constate que le danger pour elle vient surtout du Mouvement révolutionnaire comorien naissant et c'est pourquoi elle l'attaque.

LA PRÉSENCE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Si l'impérialisme français maintient seulement Mayotte, sous sa domination, en fait, ce n'est pas viable. Avoir uniquement la mainmise sur Mayotte et avoir un régime d'opposition au niveau des trois autres îles ça ne le rassure pas. La France est prise dans ce double jeu : mieux vaut garder une île que tout perdre. Cela se traduit par une tentative de maintien au niveau de Mayotte et de l'autre côté, de vouloir insérer Mayotte dans l'ensemble de l'archipel. Pour tirer sa meilleure carte, elle n'a pas encore une position fixe. Cette situation vacillante est ici le mieux traduite.

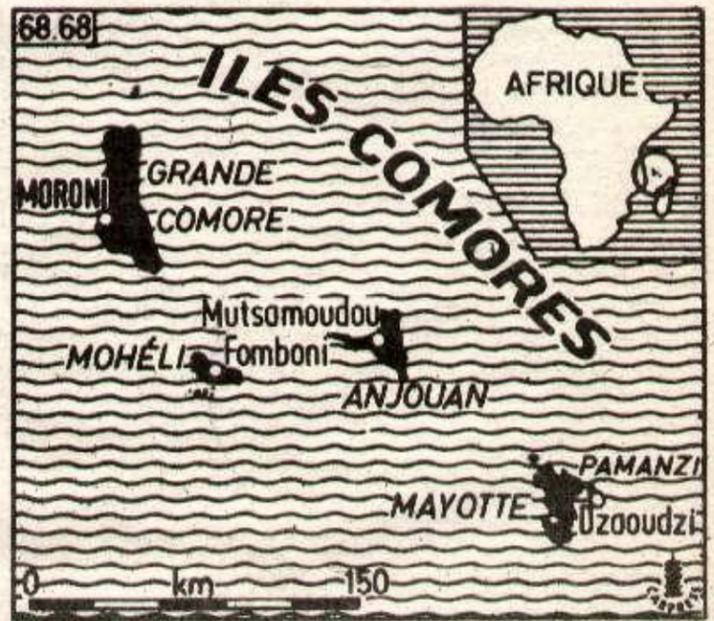
Un fait extrêmement important qu'il faut souligner, c'est la Constitution des Comores. Lors du coup d'Etat du 13 mai et la venue d'Abdallah, ce dernier a indiqué qu'en cas de coup d'Etat au niveau des Comores, il y a

l'article 44 de la Constitution. Celui-ci prévoit, en cas de non-fonctionnement de décisions fédérales, suite à des troubles ou à une lutte des masses, que chaque île s'érige en nation et se donne donc la compétence du pouvoir fédéral. Voilà une pièce maîtresse qui joue la carte de l'insertion de Mayotte, qui assure en même temps à la France, en cas de soulèvement révolutionnaire, le moyen de contrôler l'une de ces îles.

L'INFLUENCE DU VOISINAGE

La position de Madagascar, des Seychelles, de la Tanzanie, du Mozambique, leur attitude par rapport à la situation aux Comores est un élément extrêmement important. Il faut tenir compte de l'existence d'une communauté comorienne assez active dans ces pays, de la pénétration du social-impérialisme dans ces pays et des marges de manœuvres qu'il a avec des gens tel que Mouzawoir, chef de l'opposition (qui avait voulu s'enfuir à Madagascar et à partir de là tenter de renverser A. Abdallah).

La percée du social-impérialisme n'est pas essentiellement un phénomène théorique. Sa pression, sa pénétration chez nous aujourd'hui est une réalité concrète. C'est ce qui nous a amenés, nous (ASEC), à orienter la lutte aujourd'hui, comme le mouvement révolutionnaire dans notre pays, sur un certain nombre d'axes réels. D'une part, mener la lutte sur le plan syndical pour l'amélioration des conditions de vie du peuple et pour la défense de l'intégrité territoriale, et surtout pour les libertés démocratiques. L'opposition réactionnaire au régime Abdallah, son aveuglement sur la question des libertés démocratiques et sur la prise en compte des conditions de vie du peuple et l'attitude de l'impérialisme français par rapport à ces questions, facilite la pénétration du social-impérialisme. Ces forces d'opposition sont organisées en Algérie, au niveau de la France, et ont des éléments en Tanzanie. Sur le plan international le partenaire éventuel qu'ils peuvent recueillir pour conquérir les Comores n'est en fin de compte que le social-impérialisme et en particulier Cuba qui est le fer de lance en Afrique. L'expérience pour nous du 13 mai 1978, du débarquement des mercenaires montre qu'une telle hypothèse de débarquement de mercenaires cubains chez nous est dans le domaine du possible, même si ce n'est pas dans le domaine de l'immédiat.



La situation à Mayotte

L'intervention de Paul Dijoud dans *Le Monde* sur la situation dans les DOM-TOM, notamment au niveau de la question de Mayotte, montrait qu'à l'heure actuelle, aucun statut définitif ne pouvait être arrêté par la France. Il s'agit de poursuivre le statut de collectivité, un statut qui n'est pas défini y compris dans la loi française, encore pendant une certaine période. Dijoud, au travers de cette prise de position, montre la perplexité dans laquelle se trouve l'impérialisme français aux Comores et l'absence d'assurance de l'ensemble de la situation. Cela pose, quant au fond, la situation de la France aujourd'hui dans l'Océan Indien et cela en rapport avec la pénétration accrue du social impérialisme et la situation dans les pays d'Afrique australe (la Rhodésie, l'Afrique du Sud), Madagascar et autres. La question des Comores est devenue en fait une pièce maîtresse dans la politique de la France et la possibilité de l'utilisation non pas d'une île mais de l'ensemble. Aujourd'hui, la France vient de dénicher un autre pion, du nom de Behava Camille. C'est un ancien militaire qui a passé la plus grande partie de sa vie en France, puisqu'il est parti des Comores à l'âge de deux ans ! C'est récemment qu'il est revenu aux Comores et il tient meeting sur meeting pour réclamer la réinsertion de Mayotte au niveau de la Fédération de la République islamique des Comores. Il mène cette campagne aux côtés du PRDM (Parti pour le rassemblement démocratique de Mayotte). Il est protégé par les forces françaises qui se trouvent à Mayotte et même par le préfet. Voilà donc un autre coup que l'impérialisme français est en train de préparer contre notre pays.

La situation à Mayotte est révélatrice à plusieurs titres. D'un côté, la France a relancé cette opposition de Behava et son parti, le PRDM, et de l'autre côté, il y a les contradictions entre la France et le MPM (mouvement de Marcel Henry), contradiction qui s'est bien vue dans les élections européennes, où Marcel Henry a appelé à voter pour le RPR et non l'UDF. Une délégation du MPM est venue à Paris en septembre pour exiger le départ du préfet. L'impérialisme français a lancé cette opposition du PRDM de Behava, pour voir contrebalancer le poids de Marcel Henry au niveau de l'île.

HR : Que peut-on dire de l'avenir du régime d'Ahmed Abdallah ?

On peut caractériser l'attitude de l'impérialisme français comme étant hésitante. Ses rapports avec le régime ne sont ni mauvais ni au beau fixe. Pas mauvais puisque aujourd'hui la France continue à soutenir son valet, Ahmed Abdallah, mais jusqu'à quand ?

Pas au beau fixe puisqu'elle lui crée une multitude de problèmes, notamment d'ordre financier, en ne débloquent pas de fonds pour le soutenir.

Est-ce que la France va envisager un coup d'Etat dans les mois à venir ? C'est une question difficile à répondre aujourd'hui. C'est possible qu'elle exerce des pressions pour que A. Abdallah quitte le pouvoir. Cela peut être avant le référendum qui va se dérouler à Mayotte ou après. Pour le moment, on ne peut pas se prononcer.

Pour les luttes, les perspectives sont bonnes, les éléments anti-impérialistes profiteront de cette situation favorable pour consolider les positions qu'ils ont acquises durant cette lutte.

* Voir HR No 1136 des 29 et 30 septembre.